

LE TEMPS

france mardi 2 juillet 2013

**«Elite Academy, enquête sur la France
malade de ses grandes écoles»,**

Peter Gumbel, Denoël, Paris, 2013, 170 pages

Culture d'élites

Par Catherine Dubouloz paris

Dans un ouvrage au ton corrosif, le journaliste anglais Peter Gumbel critique le système de formation des élites françaises, largement issues de l'ENA et de Polytechnique. Il estime que les méthodes d'enseignement, basées sur l'autoritarisme et la soumission, tuent la créativité et favorisent les blocages

La France est «malade». Pour partie, son mal-être, ses blocages et son déclin proviendraient de la manière dont est formée l'élite du pays, notamment à l'ENA (l'Ecole nationale d'administration) et à l'Ecole polytechnique.

«Des esprits brillants, pleins de confiance et parfois d'arrogance», qui deviennent ensuite ministres, conseillers ministériels, hauts fonctionnaires ou PDG des grandes entreprises françaises. Des hommes et quelques femmes qui ne sont pas nécessairement taillés professionnellement pour ces postes, même s'ils ont obtenu de brillants résultats scolaires. «Ce jeu est néfaste pour la nation tout entière», soutient le journaliste anglais Peter Gumbel, qui vit à Paris depuis onze ans.

Reporter, notamment pour Time Magazine, et essayiste critique, il enseigne aussi à Sciences Po. Dans son dernier ouvrage¹, il décortique «cette culture de l'élitisme omniprésente en France», qui «laisse la grande majorité de la population face à un sentiment de frustration, de démotivation et d'abandon».

Lorsqu'il la compare avec d'autres pays, Peter Gumbel estime que la France «se distingue par la manière dont elle s'identifie, sélectionne et promeut celles et ceux qui rejoindront les hautes sphères de l'administration publique ou qui dirigeront les plus grandes entreprises». Contrairement à l'Allemagne ou à la Suisse, où les voies d'accès au sommet sont plus diverses et peuvent passer tant par la formation professionnelle que par l'expérience, la France a développé un système «méritocratique qui repose entièrement ou très largement sur les performances scolaires», ainsi que sur le diplôme. «Nulle part ailleurs dans le monde la question de savoir où vous avez fait vos études ne détermine si profondément votre carrière, et le destin de toute une nation», écrit Peter Gumbel. «Le niveau de déterminisme fait peur. Ici tout est déjà joué à l'âge de 20 ans», confie-t-il au Temps.

Plus précisément, la fabrication des élites repose sur quelques grandes écoles, auxquelles seuls 5% des jeunes Français ont accès, un système déjà critiqué par le sociologue Pierre Bourdieu au début des années 1960. Deux filières d'excellence représentent le nec plus ultra: l'ENA, dans laquelle entrent, sur concours, environ 80 candidats par an après une première formation, à Sciences Po ou HEC par exemple; ainsi que Polytechnique, l'école d'ingénieurs, surnommée l'X. L'accès se fait sur concours à l'issue de classes préparatoires, environ 400 personnes y entrent chaque année.

A cette aune, François Hollande est un archétype. Il a fait Sciences Po, HEC, puis l'ENA. Après son élection, le chef de l'Etat a placé autour de lui des anciens de la promotion Voltaire de 1980, dont il est issu, ou d'autres diplômés de l'ENA. C'est le cas de Sylvie Hubac, sa directrice de cabinet, d'Alain Zabulon, son adjoint, d'Aquilino Morelle, sa plume et conseiller politique, ou de Pierre-René Lemas, le secrétaire général de l'Elysée.

Mais la situation n'était guère différente pour les présidents précédents; Jacques Chirac et Valéry Giscard d'Estaing sont aussi passés par l'ENA et se sont tout autant entourés de personnalités aux profils similaires. Même Nicolas Sarkozy, qui a tenté de renouveler le vivier, travaillait avec de nombreux énarques à ses côtés. Ces nominations sont pour partie logique, cette école ayant précisément été créée, en 1945, pour former les hauts fonctionnaires. Mais aujourd'hui, elles posent question: «Ailleurs dans le monde, en politique comme dans les entreprises, on valorise la diversité des talents, commente Peter Gumbel. En France, on fait exactement le contraire.»

Pour le journaliste, cette forme d'uniformité de l'élite constitue l'une des causes majeures des blocages d'un pays qui s'enfoncé dans la crise, le chômage – il dépasse les 10% – et les déficits. Peter Gumbel critique en particulier les méthodes d'enseignement et les dégâts qu'elles provoquent, avant et après l'entrée dans les hautes écoles. Un enseignement traditionnel, très académique, un savoir dispensé d'en haut que les élèves, puis les étudiants, notent consciencieusement, des méthodes autoritaires, «une culture éducative fondée sur la soumission, parfois même l'humiliation». Contrairement à l'exemple américain, qu'il aime citer, l'auteur constate qu'en France, «le renforcement positif, les encouragements, les félicitations n'existent guère à l'école. Cela crée démotivation et découragement, un stress très élevé, la peur de faire des erreurs et un manque de confiance en eux des enfants et l'on retrouve les mêmes phénomènes dans le monde du travail.»

A Sciences Po, Peter Gumbel a été le témoin direct des différences culturelles: les étudiants américains habitués à parler, à débattre; les Français qui dans un premier temps n'osent prendre la parole, de peur de se faire réprimander. «Les étudiants ont tellement peur de l'échec et de se faire humilier qu'ils préfèrent ne pas donner de réponse dans un cours plutôt que de prendre le risque de faire une erreur.»

Une récente étude de Claudia Senik², professeure à l'Université de Paris IV-Sorbonne et à l'Ecole d'économie de Paris, citée dans un dossier du Monde consacré au «pessimisme, (ce) mal français», parvient à des conclusions

semblables. L'économiste y souligne le rôle de l'école dans le climat de morosité ambiant qu'elle a mesuré en comparant des individus qui ont effectué leur scolarité en France avec des migrants qui ont commencé leur parcours ailleurs. «Il apparaît que les immigrés de la première génération qui ont été scolarisés en France avant l'âge de 10 ans sont moins heureux que ceux qui ne l'ont pas été», constate-t-elle notamment.

Dans son dernier ouvrage, *Reprenons-nous!*, Jean-Paul Delevoye, le président du Conseil économique, social et environnemental, partageait également ce constat d'une école devenue «machine à exclure». Ce système provoque des effets de plus en plus pervers et pénalisants pour l'ensemble du pays. Pour ceux qui n'en sont pas, «cela crée une frustration immense, la même que l'on retrouve ensuite dans le monde du travail, où les postes importants sont verrouillés», commente Peter Gumbel. C'est peut-être précisément là que réside l'une des clés de compréhension du malaise français, décrit depuis tant d'années dans de multiples études et ouvrages. Le dernier sondage de Gallup International, publié fin 2012, l'a encore confirmé: les Français restent les champions du pessimisme, devant les Afghans ou les Irakiens.

La morosité touche les adultes, mais également les jeunes, qui peinent à croire en l'avenir. Une étude internationale sur la jeunesse, menée par la [Fondation pour l'innovation politique \(Fondapol\)](#) en 2011, montrait à quel point les jeunes français se distinguent par leur scepticisme. Seuls 17% jugent que l'avenir de leur pays est prometteur, alors que 53% pensent qu'il en sera ainsi de leur avenir personnel. La hantise du chômage est aussi très forte.

Au-delà de l'abattement et de la défiance ressentis par les exclus, les méthodes d'enseignement provoquent, selon le journaliste, un autre effet pervers sur les élites: elles tuent la créativité et ne favorisent pas l'action. «En France, on est plus qu'ailleurs dans l'uniformité de la pensée. Bien sûr les gens qui sortent de l'ENA ou de Polytechnique sont très intelligents, mais ils ont surtout été préparés aux méthodes d'analyse et de synthèse. Ils savent très bien faire des notes. Ce qui explique l'empilement des rapports, qui sont une autre spécificité française. Ne soyons pas injustes: ils savent aussi faire des propositions. Mais lorsqu'il s'agit de les mettre en œuvre, c'est beaucoup plus difficile.»

Comme l'a résumé avec férocité le *Financial Times* en chroniquant le livre: «L'élite française n'est pas préparée à réussir dans le monde; elle est préparée à réussir dans le centre de Paris.» «L'une des raisons pour lesquelles cette culture est restée immuable tient au fait que les Français eux-mêmes ne connaissent rien d'autre», estime Peter Gumbel, un rien moins sévère. Cependant, l'évolution pourrait venir de l'ouverture aux autres que connaissent les écoles, comme les entreprises. Si les postes de PDG de nombreuses grandes sociétés, comme Orange dirigée par Stéphane Richard, énarque et ex-directeur de cabinet de Christine Lagarde, sont encore occupés par des Français, les comités de direction s'ouvrent: 28% des dirigeants du CAC 40 ne sont pas Français, selon des chiffres cités dans le livre. Dans les grandes écoles, comme à Sciences Po, l'ouverture aux étudiants étrangers et les semestres passés dans des universités étrangères modifient les mentalités.

Peter Gumbel veut y croire: l'internationalisation va «changer la culture française de l'élitisme».

1. «Elite Academy, enquête sur la France malade de ses grandes écoles», Peter Gumbel, Denoël, Paris, 2013, 170 pages

2. «The French Unhappiness Puzzle: the Cultural Dimension of Happiness», Claudia Senik, Working Paper, Ecole d'économie de Paris, avril 2013, à télécharger sur le site halshs.archives-ouvertes.fr

LE TEMPS© 2013 Le Temps SA